

Libérer le sport ouvrier de la tutelle bourgeoise : l'exemple de l'Union sportive du travail de Plainpalais

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **18 (2002)**

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520226>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LIBÉRER LE SPORT OUVRIER DE LA TUTELLE BOURGEOISE. L'EXEMPLE DE L'UNION SPORTIVE DU TRAVAIL DE PLAINPALAIS

CHARLES HEIMBERG

L'émergence au début des années vingt d'un mouvement sportif ouvrier autonome s'inscrit pleinement dans un projet d'émancipation culturelle et sociale des travailleurs et de leurs diverses organisations. En Suisse, elle apparut au lendemain de la grève générale de 1918, en un temps où le mouvement ouvrier était relancé et parvenait de nouveau à s'affirmer. Elle participait aussi d'une volonté d'appropriation des loisirs qui allait prendre de l'importance au fur et à mesure de leurs conquêtes sociales progressives. Ce qui n'empêcha pas pour autant ses protagonistes d'être confrontés à de très nombreuses difficultés pratiques et quotidiennes.

Les archives de l'Union sportive du Travail de Plainpalais ¹ fournissent des informations significatives sur les conditions de cette émergence. L'association est née en 1921, dans la foulée de l'élection d'un conseiller administratif socialiste, Émile Nicolet. Sa mort prématurée devait d'ailleurs donner l'occasion d'un hommage appuyé de la Société par la création d'un *Challenge Émile Nicolet*. Quant à la notion même de sport ouvrier, elle allait faire l'objet de vives discussions parmi les acteurs du mouvement. Une lettre du président d'une société sœur illustre assez bien ces problèmes d'identité et les obstacles qu'ils induisaient quant à l'affirmation du mouvement. ²

« J'ai été très surpris d'apprendre que l'UST de Plainpalais ne marchait pas très bien. Les échos de vos discussions [sic] se sont malheureusement répandus et causent un grand tort à notre mouvement. J'aimerais que chacun comprenne bien l'importance de l'œuvre que nous avons entreprise, soit : libération du sport ouvrier de la tutelle bourgeoise. La jeunesse doit être attirée parmi nous par tous les moyens. C'est pour cela que nous avons formé des Unions sportives et non des sociétés spécialisées dans chaque sport. [...] En ce qui nous concerne, ce n'est que par les sacrifices successifs du football à la

¹ Pour cette brève contribution, nous avons dépouillé quatre classeurs fédéraux qui concernent les années 1921 à 1942. Mme Catherine Blondel en avait déjà évoqué quelques aspects sur le site www.satus-geneve.ch. Nous remercions M. Francis Gilliéron de nous avoir permis d'accéder à ces archives.

² Lettre du 6 novembre 1921 adressée par Renaud, de l'UST de Genève, au président Merkt de l'UST de Plainpalais.

gym et vice-versa que nous arrivons à faire face à nos grosses dépenses. Tu n'as pas été assez neutre paraît-il, tu ne caches pas ton aversion pour le football, c'est un grand tort. La jeunesse actuelle aime ce sport, nous devons donc l'adopter. Deux petites sociétés faibles luttant séparément ne vaudront jamais un bloc solide et nombreux, c'est clair. Alors, que chacun fasse quelques concessions, et tâchez donc que ces querelles mesquines disparaissent enfin une fois. C'est d'un ridicule achevé !

Enfin, camarade Merckt [sic], ne te laisse pas influencer par ceux qui veulent toujours nous diviser en fédérations distinctes, c'est un vieux système aujourd'hui condamné. Regarde donc Genève Ville Sté de gym a créé une section de football, d'athlétisme. Plainpalais s'est associée avec le club athlétique de la Jonction !! Et vous ? Vous allez vous séparer ! [...] »

La préférence pour des unions sportives généralistes, l'appel à l'unité de toutes les structures ouvrières et l'affirmation de la nécessité de construire le mouvement sportif dans la jeunesse laborieuse constituent autant d'indices de ce que pouvaient être les préoccupations majeures des membres actifs de l'USTP. Et des difficultés rencontrées pour faire vivre durablement de telles associations.

Un mouvement bien difficile à construire

Le contenu des archives de l'USTP ne laisse aucun doute sur l'ampleur des difficultés quotidiennes de sa mise sur pied et de son animation. Le sport ouvrier devait en effet se construire contre vents et marées, faire face à la concurrence dominante des associations bourgeoises tout en tentant d'intéresser les membres qu'il recrutait aux autres organisations du mouvement ouvrier. Or, la tentation était parfois plus forte de se rapprocher davantage des autres associations sportives que de rejoindre, par exemple, les rangs d'un syndicat ou du parti socialiste. Ce qui fit notamment écrire au conseiller administratif Marius Maillard, dans une lettre où il justifiait son action concrète de soutien à l'USTP contre les sociétés bourgeoises³, qu'il les rendait attentifs « *au contact trop étroit de [leurs] membres avec ceux des autres sociétés sportives* ».

Quels étaient les problèmes les plus récurrents ? Tout d'abord, une société sportive n'existait pas si elle ne disposait pas de locaux d'entraînement. Or, à ce propos, les solutions dégagées pour l'association ouvrière furent longtemps fragiles, et c'est précisément sur cette question que les dissensions avec d'autres sociétés furent les plus fortes. Malgré plusieurs tentatives d'arbitrage avec les autorités communales, l'Union Hygiénique de Plainpalais refusa très nettement et à maintes reprises de partager les locaux dont elle disposait. Des problèmes de voisinage surgirent néanmoins, les uns accusant les autres d'entrer dans des locaux ne leur appartenant pas, d'emprunter du matériel, de ne pas le ranger, etc.

³ Lettre du 14 mai 1923 adressée à l'USTP sur du papier à en-tête du Parti socialiste genevois.

L'autre difficulté majeure concernait bien sûr le financement des activités sportives. La gymnastique requérait par exemple l'acquisition d'un coûteux matériel (engins, entre autres) et aucun déplacement collectif de la Société pour une compétition quelconque n'était envisageable sans disposer d'une tenue sportive décente, etc., sans parler des voyages à l'étranger (à Amiens en 1927 ou à Roubaix en 1931), qui nourrissaient bien entendu la fierté des sociétaires tout en étant particulièrement coûteux. De fait, les sociétés ouvrières genevoises finançaient très modestement ces activités, de même que les autorités. Aussi les cotisations des membres jouaient-elles un rôle fondamental, ce qui n'alla pas sans problème au cours de la crise des années trente. Les lettres de rappel ou les radiations pour non-paiement de cotisation furent par conséquent assez nombreuses. Enfin, la nécessité de trouver des fonds fut aussi à l'origine de nombreuses soirées, tombolas ou autres manifestations de la sociabilité ouvrière.

La dimension collective des activités sportives n'allait pas toujours de soi, comme en témoignent certains documents plutôt révélateurs. Par exemple, un membre du Syndicat des Typographes qui évoluait vraisemblablement dans l'équipe de football donna bruyamment sa démission en 1925 vu le manque de sérieux dans la préparation de l'équipe. Et le rapport du président pour l'année 1931 fut encore bien plus explicite : *« J'ai le regret d'être obliger [sic] d'aborder un point délicat qui est celui de la discipline. Je n'entends pas vous mener comme une section bourgeoise mais quand même, il est très regrettable de voir a [sic] l'issue d'une assemblée 2 membres en venir aux coups. Je vous assure que cela a fait mauvaise impression pour la société ; d'autre part, au local, il arrive encore trop souvent que des membres se disputent entre eux et se disent des choses désobligeantes et des insultes. »* Dans ce domaine, comme dans d'autres, une société ouvrière devait absolument se montrer bien meilleure qu'une société bourgeoise. Soucieuse de conquérir une place et une légitimité, elle devait donner bonne impression à la municipalité par l'assiduité et la bonne tenue de ses membres.

Mais cette fragilité du mouvement sportif ouvrier, et en particulier de l'USTP, était sans doute aussi liée à des particularités locales. Les statistiques publiées au tournant des années trente et quarante montrent très clairement que le mouvement SATUS genevois restait numériquement faible, de l'ordre d'un millier de membres, en comparaison avec les sections des grandes villes suisses-alsémaniques, cinq fois plus nombreuses. Les rapports avec le secrétariat central du mouvement SATUS n'étaient d'ailleurs pas très harmonieux, non seulement par le fait des divergences politiques que nous évoquerons ci-après, mais aussi à cause de certains reproches administratifs adressés *« aux camarades welches »*. L'USTP rechignait bien souvent, sans doute à cause des difficultés qu'elle rencontrait sur le terrain, à payer ses cotisations ou à rembourser ses dettes. D'après quelques lettres qui s'en plaignent assez fermement, ses membres n'étaient pas non plus très régulièrement présents aux cours de préparation pour moniteurs qui étaient

organisés au plan national⁴. Dès lors, l'unique moyen de contourner ces difficultés était de développer plus largement le mouvement, de recruter sans cesse de nouveaux membres, de rendre toutes les activités de l'association aussi visibles que possible. En bref, on s'engagerait en permanence dans une œuvre de propagande qui allait être le seul gage de la survie du sport ouvrier. Cela nécessita la mise sur pied de toute une structure fondée sur un réseau de propagandistes, des semaines d'action et beaucoup de matériel illustré. Autant d'initiatives centrales du mouvement SATUS, dont il faut bien dire que l'on en retrouve peu de traces dans les documents internes de l'USTP⁵.

Un sport politique qui n'est pas qu'une politique du sport

Le journal *L'Ouvrier sportif*, qui n'eut qu'une existence de quelques années à cause du peu d'enthousiasme manifesté en Suisse romande pour sa diffusion militante, exprime fort bien la raison d'être fondamentale du mouvement sportif ouvrier⁶.

« Notre mouvement n'est pas politique, mais s'appuie sur les organisations syndicales et professionnelles. Pourquoi ? Parce que nous estimons que ces dernières, par leurs luttes continuelles en faveur de l'amélioration de nos salaires, de nos heures de travail et de nos conditions d'existence, ont favorisé énormément la propagande du sport en général.

N'avez-vous pas remarqué que la direction des organisations sportives dont vous faites encore partie ne sert qu'à propager un esprit nationaliste mesquin ? Ne fait-on pas épouser à nos fédérations des querelles nationales n'ayant rien à voir avec le sport ? Ne voyez-vous pas que ce sont des personnages luttant contre les améliorations sociales qui sont à la tête des grandes manifestations sportives auxquelles vous participez ? Voilà ce que nous ne pouvons pas admettre et qui justifie notre mouvement.

Dans les organisations sportives nationales, on s'applique surtout à inculquer à la jeunesse une éducation nationaliste exagérée.

⁴ Voir par exemple la lettre de blâme adressée le 11 mai 1935 par le secrétaire central du SATUS aux sociétés de gymnastique du SATUS de Genève. On y apprend qu'à Genève, les cours ne peuvent jamais commencer à l'heure et que les sections de Versoix et Plainpalais n'étaient même pas représentées au dernier cours.

⁵ Par exemple, le document qui était intitulé " SATUS. Directives pour la propagande 1933 " comprenait un questionnaire aux sections pour établir un bilan des activités de propagande, mais on ne retrouve pas trace d'une réponse éventuelle de l'USTP.

⁶ *L'Ouvrier sportif*, 1^{ère} année, n°8, novembre 1923, page 3 : " Aux travailleurs sportifs. Quelques précisions ". Ce journal, qui paraissait mensuellement, devait disparaître au cours de l'été 1926. À l'instar des autres titres liés au sport ouvrier, il n'apparaît pas dans la *Bibliographie de la presse suisse* de Fritz Blaser (Bâle, 1956-1958, 2 volumes) puisqu'elle ne rend compte en principe, et pour les deux derniers siècles, que des journaux... politiques.

L'éducation physique dégénère en une chasse aux records et aux médailles qui contribue dans une large mesure à étouffer, dans le cœur de nos jeunes, le sentiment de solidarité.

La saine gymnastique, le sport salubre, la véritable éducation physique y sont de plus en plus refoulés par les déviations et déformations des sports bourgeois : le sport professionnel, l'avidité des profits, la vanité, la volonté de se distinguer à tout prix, toutes émanations de la morale bourgeoise, laquelle place toujours et partout l'intérêt de l'individu au-dessus de l'intérêt de la collectivité. Aussi les ouvriers adhérant à ces organisations deviennent-ils, entre les mains de leurs dirigeants, des instruments dociles de la classe dominante. Les capitalistes atteignent ainsi leur but principal, détourner les ouvriers aimant les sports des luttes politiques et économiques.

Que tous les travailleurs viennent donc se ranger sous notre bannière sportive, où tous ensemble nous contribuerons à l'instauration d'une société plus juste et plus fraternelle. »

Cette longue citation rend effectivement compte des principales spécificités du mouvement sportif ouvrier, et notamment de son refus des dérives nationalistes du sport de compétition. Elle donne à voir une vision fraternelle du sport qui tend à tourner le dos à la compétition individuelle et constitue ainsi une sorte de métaphore d'un véritable choix de société. Or, il n'allait pas de soi que cet engagement sportif populaire suffît à renforcer le mouvement ouvrier en tant que tel. En août 1923, par exemple, c'est avec la plus grande réticence que la FCTA, le syndicat du commerce, des transports et de l'alimentation, consentit à verser une petite somme pour soutenir une manifestation sportive ouvrière. Et leur courrier ⁷ ne laissa vraiment planer aucun doute à ce propos. « *Nous sommes des chauds partisans du sport. Il nous semble cependant que parmi les jeunes, le sport a supplanté tout autre activité. Nous sommes bien obligés de constater que ceux qui viennent aux organisations et qui comprennent qu'il ne suffit pas d'être physiquement fort mais qu'il faut encore être solide sur le terrain économique, sont une petite minorité. La vie sportive doit laisser une place à la vie syndicale. Les Grecs d'autrefois ne se contentaient pas de faire des hommes solides, ils voulaient aussi développer harmonieusement les cerveaux. Nous vous prions donc d'encourager vos membres à entrer dans les Syndicats de leur métier et d'apporter à la lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence le même enthousiasme qu'ils mettent à la conquête d'un succès.* »

La question du sport ouvrier relevait donc d'une certaine ambiguïté. Son émergence devait à la fois permettre une affirmation autonome du monde du travail dans le domaine de ses loisirs et susciter un intérêt pour l'engagement syndical parmi les sportifs. Par là, il s'agissait bien entendu de détourner les ouvriers des organisations sportives bourgeoises. Mais, dans cette perspective, il s'agissait sans doute aussi, au moins en ce qui concerne certains dirigeants ouvriers, de

⁷ Lettre du 23 août 1923.

chercher à canaliser l'intérêt des jeunes travailleurs pour le sport en tentant de les mener progressivement à un engagement social plus concret.

Cette dimension de politisation allait d'ailleurs prendre toujours plus d'ampleur au cours des années trente. Certes, il convient de se méfier des traces sans doute exhaustives que cette question a laissée dans les archives sans qu'on en eût nécessairement parlé tous les jours sur les stades ou dans les vestiaires. Mais deux controverses politiques ont marqué en particulier l'histoire de l'USTP au cours de ces années, et notamment ses relations difficiles avec le secrétaire central du mouvement SATUS, H. Tschäppät : d'une part la question de l'unité d'action avec le mouvement sportif communiste ; d'autre part, celle du service militaire.

La problématique de l'unité d'action avec les organisations sportives liées à l'Internationale Rouge des Sports (IRS⁸), c'est-à-dire, à Genève, la Fédération romande des Sports ouvriers (FRSO), se posa tout particulièrement pour une région où cette unité sportive précéda l'unité politique proprement dite. À ce propos, le conflit avec le secrétariat central du SATUS fut virulent et lourd de menaces diverses. Le 6 septembre 1935, dans une lettre au Comité directeur du SATUS, l'UST de la Ville de Genève fit par exemple valoir l'existence à Genève d'un « *Cartel des Sociétés ouvrières de Délassement, au sein duquel sont groupées toutes les sociétés du sport, musique, chant, théâtre, etc., y compris les clubs du SATUS et de la FRSO* »⁹. Et trois jours plus tard, l'USTP écrivit une lettre encore plus déterminée. Elle affirmait notamment que « *la seule possibilité de prévenir l'avènement du fascisme est avant tout l'activité combative de la classe ouvrière elle-même, de la réunion de ses forces en une armée de Sportifs uniques luttant contre l'offensive du Capital et du fascisme. Le Prolétariat, après avoir établi son unité de combat, là seulement paralisera [sic] l'action du fascisme comme nous le voyons en France actuellement.* »

Le compte rendu d'une assemblée des délégués du SATUS de Suisse romande évoque aussi une forte explication entre Bellone, le président de l'USTP, et Tschäppät. Les Genevois firent valoir que l'unité étant faite par leurs organisations politiques, et compte tenu du contexte allant vers un Front populaire en France, les Alémaniques ne devaient pas empêcher l'unité du monde sportif ouvrier en Suisse romande. Par conséquent, « *le congrès romand du SATUS réuni à La Chaux-de-Fonds le 20 oct. 1935, après avoir pris connaissance de la proposition d'unité de l'USTP et tenant compte de la situation mondiale actuelle et des menaces permanentes du fascisme et de la guerre, invite le C.D. à autoriser les rencontres avec nos camarades des autres fédérations ouvrières ceci dans l'intérêt de la lutte que nous devons mener sans relâche contre*

⁸ Créée à Moscou en 1921, quelque temps après la reconstitution, à Lucerne en 1920, de l'Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS).

⁹ Les archives de l'USTP comprennent un document fort intéressant, une liste de 49 associations membres du « Cartel des Sociétés ouvrières de Délassement de Genève ». La liste n'est pas datée, mais a été classée dans les documents remontant au mois d'octobre 1935.

l'ennemis communs [sic] : le fascisme et la guerre. Cette résolution a été acceptée à l'unanimité. »

Quant à la question du service militaire, elle fit l'objet d'une correspondance acharnée entre les secrétaires de l'USTP et de l'organisation centrale du SATUS Rossat et Tschäppät. Pour n'en prendre qu'un exemple, citons cette missive du 9 mars 1935 dans laquelle le secrétaire de l'USTP proteste énergiquement contre la position prise par les instances fédérales en faveur du prolongement du temps de l'école de recrues : *« Concluons. La jeunesse enterrée toujours plus par l'étau du militarisme aura malheureusement le temps d'y réfléchir aussi bien en faisant l'école de recrue que les chômeurs construisant les routes stratégiques et les fortifications. »*

Pour ces années 1934-1936, une autre source éclaire cette apparente politisation du sport ouvrier. En effet, la FSRO lança à cette époque son propre journal romand ¹⁰, ce qui lui permit de rendre publiques toutes ses démarches en faveur du front unique et de l'unité d'action au sein du mouvement sportif ouvrier. Dans ce journal des sportifs rouges, on retrouvait bien sûr des textes dithyrambiques sur le sport en URSS ou des définitions de la propre raison d'être morale de ces activités sportives qui allaient encore plus loin que celles du mouvement SATUS : *« il [fallait] que chaque sportif attache une grande importance au développement économique et politique de la classe ouvrière. Il [devait] également fortifier son éducation personnelle, afin de mieux comprendre l'importance de notre travail tant sportif que moral, parce que ne l'oublions pas un Club ou associations [sic] sportive est la meilleure école d'éducation sociale qui puisse être. [...] »*

En réalité, les problèmes de l'unité d'action et de la durée de l'école de recrue faisaient l'objet d'une campagne très active des communistes. Et cette campagne avait un certain écho parmi les organisations genevoises du SATUS. Les déclarations attribuées non sans quelque ironie au secrétaire central Tschäppät par le journal de la FSRO ¹¹ n'avaient ainsi guère de chances d'être appréciées parmi les sportifs ouvriers genevois : *« Le SATUS ne fait pas de contrat avec les esclaves. Du reste les communistes ne pourraient pas se trouver à l'aise chez nous, vu qu'ils combattent le PS. Il serait donc injuste, malhonnête de notre part de les inviter chez nous ».*

L'Olympiade populaire de Barcelone a laissé peu de traces

Le 21 juillet 1936, à 21 heures, quelque 200 Genevois devaient partir collectivement pour Barcelone participer à l'Olympiade populaire qui avait été organisée en alternative aux Jeux olympiques honteux qui se dérouleraient peu après dans le

¹⁰ *Le Sport ouvrier*, organe de la Fédération romande des Sports ouvriers, 1934-1936 (pour les numéros conservés à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève ; cote Od354).

¹¹ *Ibid.*, n°16, sans date, mais publié en 1935.

Berlin d'Adolf Hitler. Les sources disponibles montrent que ce projet n'avait pas été préparé avec beaucoup d'avance, la presse ouvrière ne l'ayant annoncé qu'au tout dernier moment ¹², même si la campagne contre les Jeux berlinois était engagée depuis longtemps. En outre, la controverse politique au sein du mouvement ouvrier connut encore un nouvel épisode quelque peu inattendu puisqu'un socialiste, M. Bouffard, membre de la direction de la Ligue suisse de basket-ball, fut dénoncé par Louis Bellone, alors vice-secrétaire de l'Association cantonale genevoise de Gymnastique SATUS, pour avoir refusé de participer au comité d'honneur appelant au déplacement de Barcelone sous prétexte qu'il était tenu d'aller à Berlin ¹³.

Ces joutes populaires de Barcelone ne purent pas avoir lieu suite à l'insurrection militaire et au déclenchement de la guerre civile. Elles ont souvent valeur de mythe dans les représentations et la mémoire collective. De son côté, la présence à Barcelone de nombreux sportifs ouvriers venus de toute l'Europe a nourri une légende, celle de leur engagement spontané dans les milices républicaines. Mais la recherche historique a montré que la réalité des faits était plus nuancée ¹⁴.

Tout d'abord, dans la mesure où elles n'étaient pas directement organisées par l'une des deux Internationales sportives ouvrières, ces joutes ne représentaient pas une troisième Olympiade ouvrière qui aurait suivi les expériences de Francfort en 1925 et de Vienne en 1931. Ensuite, à l'exception notable de quelques jeunes Allemands ou Italiens, la plupart des athlètes présents à Barcelone furent rapidement rapatriés. Il n'y eut donc pas une foule de jeunes sportifs ouvriers que l'imprévisibilité de l'histoire aurait soudain transformés en combattants de la liberté. Mais il y eut un projet d'affirmation collective de certaines valeurs humanistes que le sinistre spectacle berlinois qui était annoncé allait forcément piétiner. Un projet généreux, avec une forte dimension culturelle, qui aurait dû réunir 6000 athlètes et 20 000 visiteurs.

Le spectacle de Barcelone devait surtout respecter l'esprit olympique. En ce sens, « *les races, ni les classes n'y seront connues. Seules des foules innombrables, accourant de pays où l'expression de la pensée est encore libre, participeront aux réjouissances populaires de Barcelone* » ¹⁵. Ceux qui devaient partir de Genève pour s'associer à ce projet étaient des samaritains ouvriers, des boulistes, des nageurs, des athlètes, des joueurs d'échec, des footballeurs et des basketteurs ¹⁶. Ils restèrent à la maison, mais le mouvement sportif ouvrier s'engagea immédiatement dans une mobilisation pour les troisièmes Olympiades ouvrières d'Anvers, qui se tinrent en 1937. Et, dans l'immédiat, ils se replièrent

¹² *Ibid.*, n°69, 19 mai 1936 ; *Le Travail*, 12 juin 1936 (à propos d'une réunion à Paris du Comité international pour le respect de l'esprit olympique qui appela à l'Olympiade populaire de Barcelone) et 7 juillet 1936 (pour le premier appel au voyage collectif à partir de Genève).

¹³ Archives de l'USTP, lettre du 20 juin 1936.

¹⁴ Voir Xavier Pujadas et Carles Santecana, « Le mythe des Jeux populaires de Barcelone », in Pierre Arnaud (sous la direction de), *Les origines du sport ouvrier en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, pages 267-277.

¹⁵ *Le Travail*, 11 juillet 1936, page 2.

¹⁶ *Ibid.*, 20 juillet 1936, page 3.

avec beaucoup d'autres camarades sur la troisième fête de l'arrondissement SATUS de Suisse romande qui se déroula à Renens les 25 et 26 juillet. Une fête à laquelle Paul Golay, président du comité, appela en des termes mobilisateurs et quelque peu musclés : « *Non seulement, par leurs exercices, nos gymnastes nous assurent un spectacle de premier choix mais ils offrent l'occasion à tous de constater les progrès énormes réalisés dans le domaine du sport par nos équipes ouvrières, groupées dans une organisation centrale, laquelle est, elle aussi, un réservoir où s'alimente notre élite de combat.* »¹⁷

Conclusion : d'une émergence difficile à une intégration inéluctable

Ce rapide survol de l'histoire d'une société sportive ouvrière au cours de l'entre-deux-guerres nous a bien montré les difficultés d'une organisation autonome du monde ouvrier dans ce domaine. La classe laborieuse, nous disaient les responsables de l'USTP en 1924, devait régir elle-même ses heures de loisirs. Facile à dire ! Mais plus difficile à réaliser ! D'une part parce que lesdits loisirs n'étaient pas encore conquis comme un droit généralisé et solide. Ce qui signifie que l'autonomie qui était à construire ne pouvait l'être qu'au terme d'épuisantes journées de travail. D'autre part parce que la nature même des activités sportives captait davantage les esprits du plus grand nombre que les préoccupations sociales et l'engagement politique. Cela dit, le cas de l'USTP illustre à la fois l'immensité des obstacles auxquels était confrontée la moindre tentative d'organisation autonome du monde ouvrier et la richesse de ces tentatives au cours de l'entre-deux-guerres¹⁸.

Mais ce cas particulier donne également à voir la très grande ambiguïté de la notion de sport ouvrier. Sa pratique se voulait en effet une manière de se détourner des pratiques chauvines et étroitement nationalistes de la bourgeoisie, ainsi que de sa vision élitiste et très individualiste du sport. Cependant, certaines affirmations des dirigeants ouvriers, spécialement dans les moments de crise ou de tensions politiques, nous montrent qu'une question au moins ne put jamais être vraiment tranchée : celle de savoir si le mouvement sportif ouvrier était d'abord au service de la pratique du sport, ou s'il devait plutôt nourrir la lutte sociale et la défense de la démocratie. Vaste débat, à vrai dire, et qui n'a jamais clairement eu lieu !

¹⁷ *Ibid.*, 25 juillet 1936, page 4.

¹⁸ Voir par exemple la fameuse liste du Cartel des Sociétés ouvrières de Délassement de Genève que nous avons déjà évoquée.